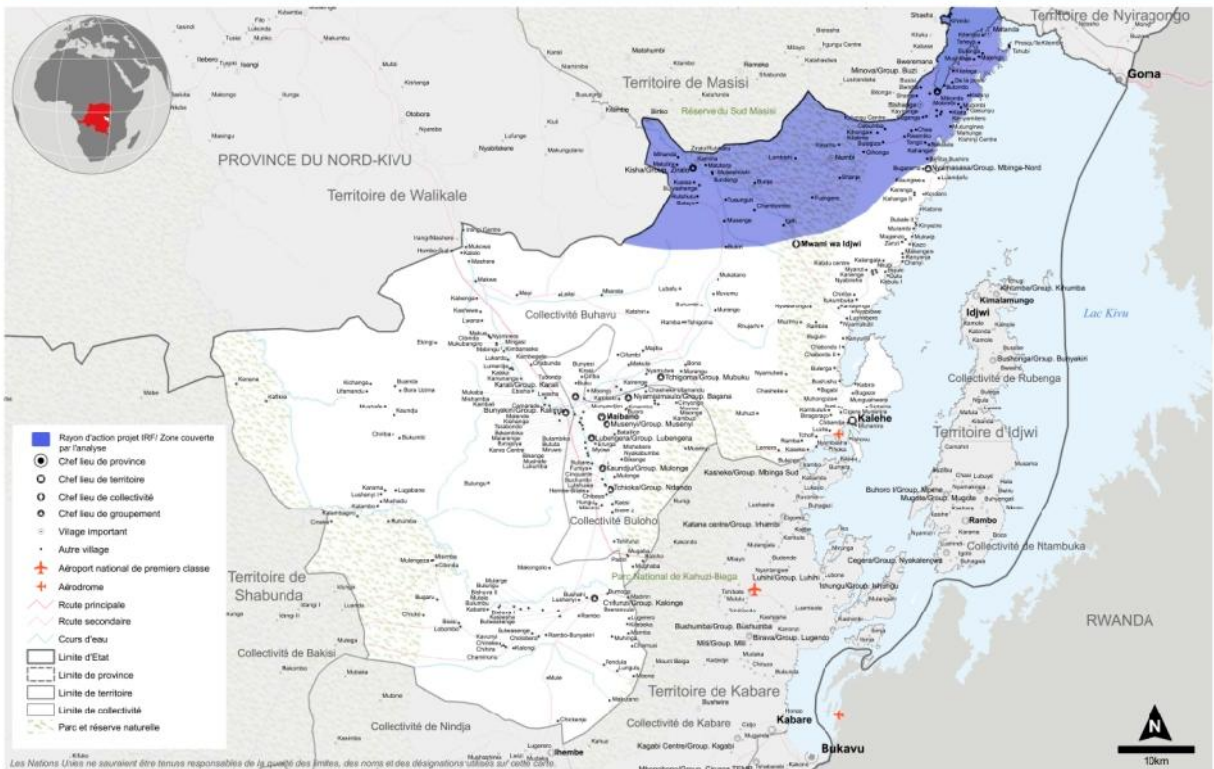




RAPPORT D'ANALYSE DU CONTEXTE SOCIOSECURITAIRE DU TERRITOIRE DE KALEHE

CAS DE L'AXE MINOVA-NUMBI-TUSHUNGUTI.

RD Congo - Province du Sud-Kivu : Territoire de Kalehe 



Analyse réalisée par Action pour la Paix et la Concorde (APC)

Mars 2016

Table des matières

0. INTRODUCTION	4
Chapitre I. ANALYSE DES FAITS CARACTERISANT LE CONTEXTE	6
I.1. Les faits saillants	6
I.1.1. Les cas de banditisme par des hommes en armes	6
<i>I.1.2. Les affrontements entre les groupes armés et les FARDC</i>	<i>8</i>
I.1.3. Les affrontements des groupes armés entre eux-mêmes	10
I.2. Les causes qui sous-tendent les faits	13
I.2.1. La détention illégale d'armes par des hommes incontrôlés	13
I.2.2. La Faible autorité de l'Etat	14
I.2.3. Les défis du processus du Programme National Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (PNDDR)	16
I.3. Conséquences des faits contextuels sur le processus de stabilisation.	18
I.3.1. Par rapport aux actions de consolidation de la paix sur l'axe.	18
I.3.2. Par rapport aux conditions socio-économiques de la population	19
<i>I.3.3. Par rapport aux mouvements des populations.</i>	<i>20</i>
I.3.4. Par rapport à la cohésion sociale	20
Chapitre II. DYNAMIQUES POSITIVES EN COURS	21
II.1. Implication d'APC dans les dynamiques positives.....	21
II.2. Mise en œuvre des initiatives positives par les acteurs locaux.	23
Chapitre III. ANALYSE DES RISQUES ET PERSPECTIVES.....	27
III.1. Des risques identifiables dans la zone.....	27
III.3. Les perspectives d'avenir pour une paix durable.....	29
CONCLUSION	30

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR:	Activité Génératrice de Revenu
APC:	Action pour la Paix et la Concorde
ANR:	Agence Nationale de Renseignement
CDM:	Cadre de Dialogue et Médiation
CTS :	Comité Technique de Suivi
DDR:	Démobilisation, Désarmement et Réintégration
FARDC:	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR:	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
GA :	Groupe Armé
ISSSS:	Stratégie internationale de soutien à la stabilisation et à la sécurité
IRF :	Fonds pour la Réponse Immédiate
MONUSCO :	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
OIM:	Organisation Internationale pour la Migration
PARECO:	Patriotes Résistants Congolais
PNDDR :	Programme Nationale de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNC:	Police Nationale Congolaise
PBSO:	
STAREC :	Programme de Stabilisation et Reconstruction de l'Est du Congo
RDC:	République Démocratique du Congo
UNHABITAT:	Organisation des Nations Unies pour les Etablissements Humains

0. INTRODUCTION

Le présent rapport d'analyse du contexte socio sécuritaire est produit dans le cadre du « Projet Intégré de stabilisation du Nord Kalehe¹ » qui s'exécute sur l'axe Minova-Numbi-Tushunguti. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de Stabilisation et Reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) du Gouvernement Congolais appuyé par la stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (ISSSS) qui analyse les dynamiques des conflits et met en œuvre des actions de transformation de ces conflits pour une paix durable. Ce projet vise à répondre aux besoins immédiats de stabilisation des violences intra et intercommunautaires dans les Hauts Plateaux de Kalehe en province du Sud Kivu.

Dans le cadre ce projet, le PNUD, l'OIM et l'UNHABITAT exécutent à travers des partenaires nationaux un ensemble d'activités qui s'articulent autour de 3 piliers de la stratégie I4S. Ces piliers sont : la promotion du dialogue démocratique, la restauration de l'autorité de l'Etat et enfin la réinsertion et la relance économique.

La restauration de l'autorité de l'Etat, elle est prise en charge notamment par l'OIM et le PNUD à travers l'amélioration de l'accès aux infrastructures dont la réhabilitation de la route et services administratifs essentiels et la formation et le déploiement des éléments de la PNC. Enfin, la réinsertion et la relance économique sont également prises en charge par le PNUD et l'OIM. D'un côté le PNUD s'occupe de la création des débouchés économiques pour les groupes à risque en améliorant leurs AGR comme moyens d'existence, de l'autre côté, l'OIM s'occupe de l'encadrement des creuseurs artisanaux dans des coopératives minières.

¹ Kalehe est l'un de 8 territoires de la Province du Sud Kivu, il est situé au nord de la ville de Bukavu. Habité par 752 571 âmes(selon le rapport du territoire de 2014), sa population est majoritairement constituée des tribus Havu, Tembo, Rongeronge, Hutu, Tutsi ainsi que d'autres groupes numériquement inférieur, notamment les Hunde, les Shi, les Batwa (pygmées) tous réparties sur une superficie de 4.082km. Kalehe a subi plusieurs modifications sur ses limites géographiques. Au Sud-Kivu, Kalehe est compté parmi les zones où interviennent plusieurs organisations humanitaires. Ceci s'explique par le fait qu'il reste l'un des territoires les plus touchés par les violences et calamités. En termes de délimitation, Kalehe est bordé au Nord, par les territoires de Masisi et Walikale (marquant la frontière avec la province du Nord-Kivu), à l'Est par le Lac Kivu qui constitue la frontière naturelle avec le territoire d'Idjwi et le Rwanda, à l'Ouest par le territoire de Shabunda et au Sud, par le territoire de Kabare. Le Territoire de Kalehe est composé de deux chefferies à savoir Buhavu et celle de Buloho. Les chefferies sont subdivisées en groupements et ces derniers en villages. Les populations de ce territoire étant hétérogène, celle d'expression "kinyarwanda" (Hutu et Tutsi) habitent généralement dans la crête de cinq groupements à savoir Mbinga-Sud, Mbinga-Nord, Buzi sur le littoral du lac-Kivu, et les crêtes des groupements de Ziralo et de Mubugu dans l'axe Bunyakiri.

Les Batwa sont, quant à eux, éparpillés sur l'ensemble du territoire, dans les zones éloignées des grands centres. Enfin, les Barongeronge sont présents dans le groupement de Kalonge, au sud de Bunyakiri.

Quant au volet dialogue démocratique de ce projet, il est mis en œuvre par Action pour la Paix et la Concorde (APC) avec l'accompagnement de UNHABITAT sous le financement des Fonds pour la consolidation de la Paix (PBSO).

Premièrement, la présente analyse s'appuie sur les informations recueillies sur le terrain, au cours de la période de l'année 2015 à février 2016, dans les rapports d'analyse de contexte régulièrement élaborés par les membres des Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) ainsi que les contributions de différents acteurs œuvrant dans le Territoire de Kalehe.

En second lieu, des descentes sur terrain ont été organisées spécifiquement pour l'analyse du contexte. Au cours de ces descentes, les échanges avec les différents acteurs se sont déroulés soit en focus group soit en entretiens individuels. En plus, d'autres informations ont été collectées et analysées aux cours des ateliers de cartographie des conflits et élaboration des plans d'actions de consolidation de la paix dans les sites de Minova, Numbi et Tushunguti. Les parties prenantes aux dialogues sociaux de Numbi et Tushunguti avaient retenu, après analyses, parmi leurs priorités la problématique des groupes armés et la détention illégale d'armes par des bandits. Ainsi, au cours des journées de réflexion avec les autorités et leaders de communautés sur les groupes armés le 8 octobre à Tushunguti et du 16 au 17 novembre 2015 à Numbi les échanges entre les acteurs s'étaient focalisés sur les analyses des causes, des motivations et les acteurs impliqués et leur niveau d'implication, les risques, l'impact des événements des groupes armés sur la vie socioéconomiques de la population. De ce fait, nous renforçons la préoccupation d'associer les acteurs concernés à l'ensemble de ces travaux avec pour objectif d'informer, de conscientiser mais également d'agir avec, les résultats de ces analyses font souvent l'objet des planifications des actions à mener accompagnées des engagements des acteurs clés pour accroître les contributions des acteurs impliqués dans les actions de consolidation de la paix. Les échanges avec les différents acteurs locaux présents dans les ateliers et les forums se focalisent aussi notamment sur les recommandations et mécanismes de protection à mettre en œuvre. Ainsi, avec une meilleure compréhension des phénomènes liés à l'insécurité et le suivi de leur évolution, une analyse des risques et les perspectives d'avenir en termes de propositions d'actions pour contribuer au renforcement de la protection des populations civiles et à la cohabitation pacifique sont faites.

Dans le premier chapitre de ce rapport nous présentons sommairement les faits dominant le contexte, les causes de ces faits, les conséquences de l'activisme des groupes armés, les affrontements entre groupes armés et FARDC, des actes de banditismes, et des affrontements entre les groupes armés ainsi que les conséquences de cette dynamiques sur le processus de stabilisation, la vie socioéconomique, le déplacement des populations et la cohésion sociale.

Le deuxième chapitre les dynamiques de paix en cours tel que l'accompagnement des acteurs locaux par APC et les réalisations des acteurs locaux eux-mêmes dans le but d'agir positivement sur le contexte qui affecte négativement leur vie.

Quant au troisième chapitre, l'essai d'analyse des risques évoque le ré-enrôlement des jeunes dans les groupes armés, les tensions et violences entre les communautés, les déplacements cycliques de la population et l'insécurité permanente. Dans ce même chapitre, nous avons développé les réflexions en termes de perspectives d'avenir pouvant contribuer à une paix durable dans cette partie du territoire de Kalehe.

Somme toute, il y a lieu de retenir que ce travail consiste en une analyse de contexte sur la période de mise en œuvre du projet de stabilisation intégré de la partie nord du Territoire de Kalehe dans l'objectif d'améliorer la compréhension des acteurs intervenants dans la zone et ceux ayant l'ambition de contribuer à la stabilisation de cette partie dite "hauts plateaux"².

Chapitre I. ANALYSE DES FAITS CARACTERISANT LE CONTEXTE

1.1. Les faits saillants

Trois faits saillants ont caractérisé le conteste dans la zone notamment les cas de banditisme, les affrontements entre les groupes armés et les Forces Armées de la République du Congo (FARDC) et les affrontements entre les groupes armés entre eux-mêmes.

1.1.1. Les cas de banditisme par des hommes en armes

Depuis l'émergence des groupes armés à caractère ethnique vers les années 1994³ dans les hauts plateaux de Kalehe le contexte s'est toujours caractérisé par les cas de banditisme liés à la circulation des armes légères. La conclusion de cette analyse dégage comme source de création des groupes armés les conflits liés à la terre, au pouvoir et ceux liés aux identités.

Au cours de l'année 2015, des exactions ont été perpétrées à la population des hauts plateaux par les éléments Nyatura⁴ réfractaires au processus DDR et autres bandits non autrement identifiés.

² Dans la série des craintes et des éléments de conflictualité, cette appellation « Hauts-Plateaux » est souvent décriée par les Chefs coutumiers Batembo et Bahavu sous prétexte qu'à la longue, celle-ci ne constitue, une justification ou une motivation pour la revendication d'une autonomie politique par les Rwandophones sur des espaces qu'ils avaient pourtant acquis coutumièrement soient des Havu ou des Tembo).

³ Lire, APC, Rapport d'analyse du contexte socio-sécuritaire de Territoire de Kalehe, Avril 2009

⁴ Suite aux accords de Goma signés en 2008, les principaux groupes armés ont accepté d'être intégré au sein de l'armée nationale moyennant des grades élevés pour leurs chefs. Parmi ces différents groupes, deux étaient particulièrement vigoureux dans le milieu des Hauts Plateaux de Kalehe, à savoir les Patriotes Résistants Congolais (PARECO) ayant un attachement à la défense des intérêts tribaux

Les cas les plus illustratifs sont entre autres :

- Les braquages de passants par les hommes en armes sur les routes et chemins qui ouvrent les hauts plateaux aux autres centres du territoire. A titre d'exemple, Entre 2014 et 2015, sur la route Kalungu-Numbi, un groupe des bandits dirigé par Bahati Bitariho alias Katamiti (ancien élément Nyatura) avait tendu plusieurs embuscades à Kakenge pour torturer et piller les passants de leurs biens. Pour mettre fin à ce banditisme, les FARDC avait multiplié les patrouilles qui ont abouti à la mort de Bahati au cours d'une attaque. D'autres cas de pillages ce sont passés sur le chemin qui va de Ziralo et Ramba (un chemin fréquenté aussi par les commerçants qui font des échanges entre Ziralo et Bunyakiri), plusieurs cas de braquages ont été signalés, jusqu'à ce que les commerçants étaient obligés de négocier les militaires FARDC pour les accompagner et cela moyennant des frais d'accompagnement pour leur sécurité.
- Les cas des hommes en armes non autrement identifiés qui assassinent les personnes la nuit, surtout dans les centres de Numbi, Shange et de Lumbishi. A titre d'exemple : à Numbi dans la nuit du 30 novembre au 1 décembre 2015 les hommes armés non autrement identifiés ont fait irruption dans le centre de Numbi et ont tué sur le champ 2 personnes, et plusieurs boutiques et kiosques furent pillés. Deux autres personnes furent blessées parmi lesquelles une avait décelée à Goma où elle était partie pour des soins. Jusqu'à ce jour, les services de sécurités n'ont réussie à connaître les auteurs de cet assassinat. Dans le centre de Lumbishi, en juillet 2015 on note l'assassinat du capitaine FARDC répondant au nom de Ndaisaba, les assassinats des commerçants dont l'un en date du 17 février 2016 et deux autres en date du 19 mars 2016 sont illustratifs. Dans le centre de Shange, un autre cas d'assassinat d'une personne a été signalé dans la nuit du 28 novembre 2016.
- Plusieurs cas de vol des vaches dans les fermes ont été observés. Les cas illustratifs sont entre autres les vols des vaches dans la ferme de la paroisse de Bubandano de Minova (à Numbi), les fermes de Kagobora, de Karikunyi Rutekere, de Shibashingishi à Lumbishi et ses environs. Certains éleveurs justifient le port d'armes par les bergers comme moyen de sécurisation de leurs troupeaux. Ce mécanisme d'auto-sécurisation démontre la faiblesse de l'Etat à pouvoir sécuriser les personnes et leurs biens dans cette partie du territoire de Kalehe. Entre temps, certains acteurs considèrent que la détention d'armes par les bergers serait l'une des causes des cas de banditisme dans les hauts plateaux de Kalehe.

Hutus et les Maï-maï Kirikicho à majorité Batembo. Ainsi dans le processus d'intégration dans les FARDC de nombreux militaires ex-PARECO s'estimant lésés, ont préféré fuir pour se retrancher dans les Hauts Plateaux et constitué le nouveau groupe dénommé Nyatura. Effet, Le terme « Nyatura » renvoie à des éléments aguerris, natifs du milieu, disposant d'une parfaite maîtrise du terrain, cette appellation était fréquemment utilisée auparavant, pour désigner les éléments de première ligne du groupe CNDP réputés pour leur grande efficacité.

Ces différents cas énumérés à titre illustratifs démontrent que les cas de banditisme des hommes en armes sont légion dans la zone et que la circulation des armes entre les mains des civils est l'un de problèmes de sécurités dans cette partie du territoire de Kalehe. Ce qui alimente très souvent les groupes armés en armes et en hommes de troupe qui déstabilisent la population et occasionnent des affrontements entre les groupes armés et les FARDC.

1.1.2. Les affrontements entre les groupes armés et les FARDC

La présence des groupes armés dans les hauts plateaux de Kalehe est depuis de décennies l'un des facteurs de déstabilisation de la zone que les FARDC n'ont pas réussi à résoudre suite à plusieurs facteurs dont l'inefficacité des services de sécurités de l'Etat et la complicité de certains acteurs locaux avec les groupes armés⁵.

C'est dans ce contexte que début avril 2015 les relations entre les services de sécurité, agents territoriaux basés à Lumbishi et la population étaient détériorées suite à une incompréhension entre les acteurs suite à la présence des ex-Nyatara qui auraient fait défection au processus de démobilisation des groupes armés. Cette incompréhension due au fait que certains leaders complotaient avec des jeunes détenant illégalement des armes et qui pillaient les vaches dont les viandes étaient secrètement vendues au centre du village de Lumbishi. Selon la population et les services de sécurité, Karume⁶ Matias Bizimana (colonel autoproclamé) serait en connivence avec les voleurs de vaches, portait des armes devant les autorités locales et serait à la base de cas de banditisme à Lumbishi et ses environs.

Pour rappel, en 2013, dans le cadre du programme national DDR, plus de 1500 éléments Nyatara étaient cantonnés dans les sites de Nyamunyunyi (Sud-Kivu) et de Bweremana (Nord Kivu). De ces éléments, parmi lesquels ceux de l'actuelle équipe de Karume, s'étaient désengagés du processus et rentrés dans les hauts plateaux de Kalehe où ils circulent jusqu'à ce jour avec leurs armes.

⁵ Lire : APC, Rapport d'analyse des conflits et identification des besoins en stabilisation du territoire de Kalehe, Novembre 2014.

⁶ Karume : actuel chef du groupe armé Nyatara basé à Lumbishi âgé d'une trentaine d'années aurait fait son entrée dans le groupe « Bakobwa » et Kibarizo en 1995 juste après avoir fini les études primaires, il a été combattant (une milice d'auto-défense) pendant la période du RDC entre 2000 et 2002, il avait déserté et devenu creuseur des minerais entre 2003 et 2006, il intégrant le groupe armé PARECO entre 2008-2010 pour combattre le CNDP, il est parmi les fondateurs du Groupe Nyatara en 2012, il avait adhéré au processus DDR vers fin 2013 dans le centre de regroupement de Bweremana qu'il avait fui en 2014 pour rentrer à Lumbishi pour réorganiser le groupe Nyatara.

Voulant le faire revenir au processus DDR, les autorités locales et autres leaders de communautés l'ont sensibilisé jusqu'à ce qu'il commençait à participer aux réunions du conseil de sécurité élargi aux acteurs de la société civile organisées à Lumbishi.

Malheureusement, en date du 28/10/2015, les éléments de Karume avaient attaqué les soldats FARDC qui étaient en patrouille de reconnaissance sur la colline surplombant le centre de Lumbishi et où Karume habitait avec ses hommes.

Les FARDC face à cette attaque inattendue avaient stratégiquement replié pour se réorganiser et renforcer la base de Lumbishi par des éléments en provenance de Numbi et de Minova.

Après cette réorganisation, les affrontements ont repris avec une forte intensité pour agir sur les éléments de Karume. Quelques heures plus tard, les échanges de tirs se seraient poursuivis dans l'après-midi de ce même jour.

Par conséquent, une partie des habitants de Lumbishi s'étaient terrés dans leurs maisons durant toutes ces affrontements et d'autre se sont déplacés vers Numbi et Katale.

Pendant ce temps, selon certains acteurs, une autre partie de la population qui s'identifiait comme proche de Karume allait dans la même direction que lui et que certains jeunes adhéraient progressivement au groupe de Karume.

Par défaite, les éléments Karume se seraient alors repliés vers les sites de Runegenege et de katale⁷. Au moment où ce dernier se réorganisait avec d'autres anciens Nyatura, les FARDC renforçaient aussi leurs positions et organisaient des assauts pour déloger leurs protagonistes.

Pour les FARDC, le fait qu'une partie de la population fuillait dans le même village que les éléments Nyatura est un signe de complicité avec ceux-ci car ils bénéficieraient du soutien de la population des hauts plateaux pour laquelle les FARDC se battent.

Cette attitude serait l'une des démotivations de la poursuite plus loin des éléments Nyatura par les FARDC.

De l'autre côté, cette partie de la population explique leur attitude d'une part du fait que par moment les FARDC les assimilent au groupe armé Nyatura et, la crainte d'être victime de représailles (pillage, viol, torture, arrestation), d'autre part la présence de certains éléments tutsi dans le commandement des FARDC dans la zone. Suite à cette perception les acteurs qualifient les FARDC de "Forces Armées Rwandaises Déployées au Congo". Ceci expliquerait la persistance des perceptions négatives entre les ethnies mais aussi la faible confiance entre la population et les FARDC.

Entre temps à Ziralo, on notait une avancée des éléments de Kirikicho⁸ et une partie des RM qui serait venus de Ufamandu (Masisi) et Waloa-loanda (Walikale) au Nord Kivu pour

⁷ Le village de Katale est à plus ou moins 10 km du centre de Lumbishi et sert de bastion de ces jeunes bandits qui volaient les vaches dans les troupeaux de fermiers de Lumbishi. Parait-il Ils que ces hommes armés s'en prennent plus aux vaches de membres de la communauté Tutsi qu'eux considèrent moins congolais.

⁸ Kirikicho, un ancien Mai-mai du Général Padiri. Il est l'un de grands guerriers de ce mouvement. En 2003, lors de la réintégration des éléments du Général Padiri dans les FARDC, Kirikicho refusa cette intégration et il se replie chez lui à Ziralo pour organiser son propre

s'installer à Tushunguti. Leur présence à ce lieu serait justifiée par l'objectif d'empêcher les éléments de Karume en débandade de progresser à Tushunguti et qui exposerait le groupement de Ziralo à des nouvelles attaques des FARDC contre ceux-ci. Le chef de groupement de Ziralo et sa notabilité s'étant déjà opposés au retour de Kirikicho dans son groupement et craignant les éventuelles attaques, avaient sommé Kirikicho et ses alliés de quitter Tushunguti. Ce qui fut fait.

Les affrontements entre les FARDC et les éléments de Karume lancés le 28 octobre 2015 ont entraîné des mouvements de population, cinq morts dont un militaire, la rupture momentanée de la circulation entre Lumbishi et Tushunguti et des activités du projet IRF et ont paralysé les activités socio-économiques.

1.1.3. Les affrontements des groupes armés entre eux-mêmes

Généralement à l'Est de la RDC, les groupes armés sont créés avec comme objectif ou ambition de défendre les intérêts de leurs communautés. Au fil du temps, il s'est avéré qu'au-delà des intérêts communautaires les groupes armés sont plus attachés à des intérêts politiques, économiques et de positionnement de leadership. La course à ces intérêts justifierait la création de plus d'un groupe armé au sein d'une même communauté. Dans cette compétition, parfois, il se dégage des alliances entre groupes armés et des conflits qui conduisent à des affrontements selon que les intérêts sont divergents.

C'est dans ce contexte qu'en juillet 2015 les Mai- Mai de Ufamando (Masisi) et Kifufua de Waloawa-loanda (Walikale) au Nord Kivu sont arrivés à Ziralo en vue de coaliser avec Kirikicho et l'installer de force à Tushunguti. Malheureusement, au cours de ce processus, ils ont rencontré une résistance auprès de la population et du chef de groupement. Cette action de refuser le retour de Kirikicho à Tushunguti était soutenue par certains leaders originaires des territoires de Kalehe, Masisi et Walikale vivant à Goma du fait que ces derniers soutenaient à ce temps plus les Raiya Mutomboki(RM)⁹. Lors des affrontements de

groupe armé. Il avait tissé de temps en temps des coalitions avec les FDLR comme stratégie de protéger la population de Ziralo contre les exactions commises par les FDLR. Son groupe est signataire des accords de Goma lors de la conférence sur la paix de 2008. En 2012, il sollicita la facilitation de APC pour son intégration dans les FARDC ; Dans ce processus, il se déplaça de Ziralo à Karasi dans le groupement de Mubugu où il fut manipulé pour exiger de l'argent comme condition principale pour intégrer les FARDC. Ce qui était impossible à ce temps et il rentra dans son fief de Ziralo. Avec l'avènement de Rai Mutomboki en 2012 les affrontements entre ce groupe et celui de Kirikicho furent réguliers jusqu'à ce que Kirikicho quitta Ziralo pour rester au sein du groupe armé Kifufua de Waloa-Loanda en qualité de chargé des opérations. Voulant avoir le contrôle sur son propre groupe, Kirikicho quitta le groupe Kifufua en 2014 et s'installa de nouveau dans son village natal de Bunyangungu dans le groupement de Ziralo. A son arrivée, les Raia Mutomboki craignant qu'il n'organise des pillages et exactions sur les civils l'interdisant de circuler dans le groupement de Ziralo avec les armes ;

⁹ Ce groupe armé "RM"⁹ est né dans le Territoire de Shabunda en 2005, et a connu une période de hibernation avant qu'il se réactive en mai 2011 lors que les militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) étaient allés dans la formation des régiments (réforme de l'armée FARDC) laissant derrière eux un vide sécuritaire favorable aux exactions de la population par les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). C'est alors que les jeunes s'organisèrent en groupe d'auto-défense dénommé RM avec l'objectif de lutter contre les exactions commises par les FDLR sur les populations civiles ainsi que contre l'occupation et l'exploitation illégale des ressources naturelles. Aussi, la grande motivation de cette initiative d'auto-prise en charge s'expliquerait par le fait que malgré la succession d'opérations militaires dénommées Kimya II, Amani Leo et AmaniKamilifu organisées tour à tour contre les FDLR au Sud Kivu, les FARDC n'ont pas réussi à bouter hors d'état de nuire les FDLR ou d'accélérer le rapatriement de leurs dépendants dans leur pays d'origine, le Rwanda.

Lumbishi, ces mêmes acteurs avaient soutenu la position du chef de groupement de Ziralo de refuser l'avènement de Karume à Tushunguti.

En novembre 2015, après les affrontement entre FARDC et Nyatura de Lumbishi, il s'est tenu à Ufamandu 1er une réunion de certains groupes armés de Masisi (Groupe de Janvier Karairi), de Walikale (Groupe de Kifuafua du Déléphin) et de Kalehe (Kirikicho et RM Butacibera). Cette réunion avait pour objectif de créer une coalition contre la nouvelle émergence du groupe Nyatura. Cette initiative serait soutenue par des acteurs politiques qui manipulent les leaders de ces groupes armés pour leur positionnement politique en argumentant leur position par la nécessité de protéger les terres et de résister contre les éventuelles guerres occupations étrangères à venir.

Entre temps, la situation sécuritaire qui prévaut à Ziralo explique davantage le tâtonnement de ces groupes dans leurs revendications. En effet, à l'aurore du 22 février 2016, Tushunguti chef-lieu du groupement de Ziralo, était victime des affrontements entre les RM et la coalition de Mai-Mai Kirikicho avec les Nyatura sous commandement de Karume et les autres groupes Mai-Mai venus de Masisi et de Walikale.

La raison de ses affrontements serait les conflits de leadership et l'élément déclencheur serait l'arrestation d'un élément du groupe Mai-Mai Kirikicho, son petit frère, par les éléments Raia Mutomboki (RM) de Nyalugusha lors de leur patrouille dans le centre de Tushunguti. Kirikicho avait exigé la libération immédiate de son frère mais sans succès. Ceci arrive après que se soit tenue une réunion entre Mr Kirikicho, le colonel Nyatura Mr Karume Bizimana et d'autres éléments Mai-mai Kifuafua venus de Ufamandu et Walowa loanda en date du 20 février 2016 dans le village de Bunyangungu.

Avec l'objet de créer une forte coalition entre ces différents groupes armés et commencer à implanter des positions dans les différents coins du groupement de Ziralo, les jeunes Raia Mutomboki de NYalugusha, Bunje et Kuisa/Kashebere se sont ainsi organisés pour barrer route à cette initiative et se sont décidés de faire face à cette coalition en prenant les armes. Le Centre de Tushungu va être occupé par Kirikicho à l'issue des affrontements en réclamant la libération de son petit frère pris en otage par les jeunes RM. Le bilan de ces affrontements a été deux morts, trois blessés, la base de MSF, le centre de santé de Tushunguti, les maisons d'habitation et les kiosques ont été pillés ainsi que plusieurs ménages déplacés comme nous allons le développé dans la partie conséquences de ce même chapitre.

En contre-attaque, en date du 22 février 2016, les combats ont repris entre les RM et les Mai-mai Kirikicho. Au cours de ces affrontements, tout le village de Bunyangungu, qui servait d'état-major à Kirikicho et ses alliés a été incendié heureusement il n'y avait pas eu des pertes en vie humaine.

Cette situation sécuritaire était restée tendue et la population divisée en deux camps, jusqu'au déploiement des FARDC à Tushunguti en date du 3 mars. En attendant ce déploiement, les populations de chaque camp étaient pris en otage par le groupe armé qui contrôlait les villages qu'ils habitent. Ainsi deux blocs se dessinent au sein de la population du groupement de Ziralo. Le premier concerne toute la population de Catayo, Kisha, Bushugulu, Bulembwe, Kalamo et Lulere qui se retrouvent sous contrôle des éléments Mai-Mai Kirikicho et ses alliés et qui passent des nuits entières dans la brousse craignant des éventuels accrochages entre les deux protagonistes. Le deuxième est celui de la population de Bunje, Nyalugusha et Kusisa qui étant sous contrôle de RM, la plupart d'entre eux aussi passent les nuits en brousse craignant sans doute des éventuels accrochages de ces deux équipes dans leurs villages.

Entre temps, des alliances contre nature ont été faites, d'une part Kirikicho allié à un groupe Nyatura dirigé par Karume et les RM de leur côté ont eu le soutien des autres Nyatura dirigé par Mihali Kabihula. Ces coalitions embarrassantes et historiques car pas habituelle de voir des groupes armés Tembo qui s'affrontent et qui ont chacun comme allié des éléments d'un groupe armé Hutu, les Nyatura dans le cas d'espèce est perçue négativement par la grande partie de la population de Ziralo qui ne voulait en aucun moment des éléments Nyatura dans le groupement de Ziralo et particulièrement à Tushunguti. Dans cette réflexion, ceux qui ne tolèrent pas les Nyatura, les assimilent aux FDLR qui avaient endeuillé longtemps les populations de l'Est en général et celles de Ziralo en particulier. Ce paradoxe est difficile à expliquer si l'on tient compte des positions radicales des groupes Mai-Mai Kirikicho et ceux de Maisisi et Walikale depuis juillet 2015 jusqu'aux affrontements entre les FARDC et les Nyatura en octobre 2015 tel que décrit dans le point précédent.

Malheureusement, même dans cette nouvelle dynamique, la population reste sous otage de ces groupes armés soutenus même par certains fils de Kalehe in situ ou délocalisés (vivants à Goma, à Bukavu ou à Kinshasa) et la situation sécuritaire reste précaire.

Cette coalition pousse l'opinion à se poser quelques questions sur les motivations actuelles des groupes armés dans le Groupement de Ziralo. Les arguments ci-haut évoqués autour des divergences d'intérêts qui opposent par moment les éléments de groupes se confirment. Ce comportement n'est pas particulier aux groupes actifs à Ziralo mais il est presque le même pour les autres groupes qui opèrent dans d'autres coins en dehors de celui-ci concernés par le présent rapport¹⁰. Cette nouvelle dynamique de coalition entre les groupes armés des

¹⁰ Il s'agit des affrontements entre les factions RM sous commandement de KAPITCHWA dans le groupe de Hamakombo contre le groupe de Mungoro à Ekingi le mardi 23/02/2016 et se sont poursuivis pendant toute la semaine. Ces affrontements ont eu comme conséquence 5 morts, 2 blessés graves et le déplacement de 53 ménages vers le centre Kambali dans le groupement de Kalima en Chefferie de Buhavu en Territoire de Kalehe. Tel est le cas aussi entre Mr Madjinga braconnier et ancien Mai-Mai qui s'est mobilisé et le RM Mweke qui contrôlait le groupement de Musenyi, dans leur conflit de leadership et les pillages dans les villages de l'un et l'autre, Madjinga avait demandé à Mweke d'arrêter d'organiser les pillages de la population du village de Bukanga. Cette situation se circonscrit dans le conflit qui existe entre les villages de Musenyi et Bukanga. Mr Mweke pour vouloir saboter le village de Bukanga dans lequel il avait déjà organisé

différentes communautés ainsi que les affrontements entre les groupes d'une même communauté ethnique nécessitent une analyse approfondie.

1.2. Les causes qui sous-tendent les faits

Il s'avère important à ce niveau d'épingler certains éléments identifiés par les acteurs comme causes lors des entretiens. Les causes sont regroupés en trois points à savoir ; la détention illégale d'armes par des hommes incontrôlés, le vol du bétail, la faiblesse de l'autorité de l'Etat, et le processus DDR comme défis.

1.2.1. La détention illégale d'armés par des hommes incontrôlés

L'une des raisons de la dégradation du contexte socio sécuritaire dans les hauts plateaux est le fait que l'on note encore la présence des anciens combattants qui ont opté pour l'intégration dans la vie civile au cours du processus de DDR sans avoir remis toutes les armes en leur possession. A leur retour dans la vie civile, ils rejoignent les réfractaires au processus de démobilisation avec lesquels ils utilisent les armes résiduelles soit pour se reconstituer en nouveau groupe armé soit pour commettre des actes de banditisme (viol, pillage, vol, torture et autres portant atteintes aux droits de l'homme). La présence de ces hommes porteurs d'armes est un facteur déterminant de déstabilisation de la zone. Certains de ces éléments réfractaires justifient leur position pour n'avoir pas été satisfaits par le traitement leur réservé par le gouvernement au cours du processus DDR. Les analyses font état plus de la manipulation dont sont victimes les éléments réfractaires par les acteurs politiques qui veulent maintenir les groupes armés comme pour maintenir leur position de leader.

Entre temps, il est à noter que dans la zone, depuis des décennies, les communautés sont en conflits entre elles suite à l'accès et au contrôle de la terre ou du pouvoir. Ce qui est à la base des perceptions négatives et faible confiance entre les communautés. Celles-ci expliquent le soutien dont les groupes armés et d'autres détenteurs d'armes bénéficient de leurs communautés. Cette situation a été renforcée par la position de certains leaders des communautés lors des ateliers de réflexions en soutenant qu'ils ne sont pas prêts à sensibiliser les leurs à la remise des armes par crainte d'être sans protection face aux membres des autres communautés supposées détenir des armes.

Dans le même ordre d'idée, les membres des communautés perçoivent aussi négativement la présence des éléments de l'une ou l'autre communauté dans les FARDC. Ils soutiennent leur point de vue que tout en étant dans les FARDC, les fils et filles des communautés en

un pillage voulait à tout prix pour la seconde fois y aller. C'est à ce moment-là que la population s'est organisée pour l'arrêter avec la décision de lui remettre aux éléments des FARDC basés à Bitale. Malheureusement le temps que la délégation était déjà partie pour demander aux FARDC de venir le récupérer que certains habitant de Bukanga se sont résolus de libérer Mweke afin de ne pas aggraver le conflit qui existe déjà entre Bukanga et Musenyi son village natal. Aujourd'hui après avoir désarmé Mweke, Madjinga a mis en place un nouveau groupe dit RM Bukanga pour assurer la sécurité de son village contre les attaques des RM de Musenyi.

conflits défendraient les intérêts de leurs communautés d'origine en usant du pouvoir attaché à leurs postes.

C'est dans ce cadre que la présence des éléments Tutsi au sein des FARDC déployées dans les hauts plateaux sont traités comme des étrangers par les Nyatura pour susciter une alliance avec les RM dans leur lutte contre les FARDC.

1.2.2. La Faible autorité de l'Etat

On note dans la zone la présence des services de sécurité notamment les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), la Police Nationale Congolaise (PNC) et l'Agence Nationale de Renseignement (ANR). Bien qu'ils existent ces services fonctionnent difficilement. Il se pose deux problèmes à ce niveau notamment le problème de l'effectif et du déploiement et le deuxième relatif à l'exigence de l'efficacité pour répondre aux besoins en matière de sécurité de la population et de leurs biens. A Tushunguti à titre indicatif, avant le 3 mars 2015 date du nouveau déploiement des FARDC, seulement deux éléments de la police y étaient affectés pour une population de plus de 7500 habitants, aucun élément de FARDC. Le bataillon spécial des FARDC ayant son état-major à Minova n'avait qu'une compagnie à Numbi avec moins d'effectif et n'était pas doté d'une logistique permettant leur mobilité dans les zones à besoin comme Tushunguti, Kavumu, Katala, Chambombo et bien d'autres où l'on enregistre l'absence des éléments des forces armées de la RD Congo.

Que ce soit du côté des FARDC, de la PNC ou de l'ANR, il se fait constater aussi à majorité un problème d'ignorance auprès de ces éléments des rôles qu'ils doivent jouer pour donner l'image de l'autorité de l'Etat. C'est ainsi que parmi les auteurs des violations et atteintes aux droits de l'homme, certains éléments des services de sécurité sont plus cités par les membres des communautés et la responsabilité des institutions en charge de la sécurité des personnes et de leurs biens figure parmi les causes qui seraient à la base de la dégradation du contexte sécuritaire dans les hauts plateaux de Kalehe.

Cette situation facilite l'organisation des bandits et groupes armés et renforce les nombreuses crises qui débouchent sur des actes de violences inter et intra-communautaires, des pillages, de vol et déplacement des populations vers les zones présumées être sécurisées. Il paraît que même là où les quelques unités de police ou de l'armée existent, elles sont soumises à des conditions contextuelles ne leur permettant pas d'imposer l'autorité de l'Etat aux citoyens. C'est le cas par exemple dans le village de Numbi où en cas de dispute entre les civils, la population s'organise pour arrêter la personne qu'elle estime arbitrairement être en tort. De même dans le village de Lumbishi où le jour des affrontements du 28 octobre 2015, les assaillants avaient ravis l'arme du commandant de la police en place pour l'utiliser dans les opérations, laquelle arme lui a été remise après les opérations.

Ainsi, selon certains acteurs, l'élément le plus choquant reste les exactions commises par les « *agents de l'Etat* », armée, police... Et comme ces pratiques ne sont pas nouvelles, elles démontrent que la prise de contrôle de certaines zones par les autorités congolaises n'est

pas forcément synonyme de sécurité pour les civils. Les agents de l'Etat qui commettent « des atteintes aux droits fondamentaux similaires aux exactions des groupes armés : extorsions à des barrières routières, obligation de travaux forcés, application de taxes illégales, arrestations arbitraires... ». Un responsable local d'une coopérative affirme que « *les policiers et les militaires avaient continué les pratiques illégales des barrières routières mises en place par les groupes armés* ».

La restauration de l'autorité de l'Etat paraît donc très « fragmentaire » à notre analyse, qui s'étonne même que dans certains villages « l'État se trouve devant un fait accompli de laisser certains village à la gestion parfois à des groupes armés profitant des effectifs insuffisants des agents de la sécurité »

Deux postes d'encadrement administratif sont fonctionnels dans la zone avec des postes secondaires et c'est auprès de ces juridictions que la population recourt en cas de différends. Néanmoins, ils sont dans un état aussi bien inefficace du point de vue de l'effectivité, performance et même en termes des infrastructures. Ces postes ne sont pas construits. Ils sont non équipés et les divers services n'y sont pas organisés comme on peut le constater à Numbi et Tushunguti. Dans le second poste par exemple, c'est depuis son institution que le service fonctionnait dans un bâtiment construit à la traditionnelle et n'ont que deux agents le chef de poste lui-même et son secrétaire.

Néanmoins, bien que y attaché, la population n'a pas trop confiance dans des services publics qui postulent même comme des juridictions de jugement. Elle développe ainsi des attitudes de vengeance, de mépris et de manque de confiance vis-à-vis des autorités jusque à les assimiler à des tireurs des ficelles en cas de conflits qui surgissent dans le village. Elle s'inquiète et reste à sa soif de voir l'autorité de l'Etat se rétablir dans la zone. Toutefois, il est important de signaler que c'est à travers le projet IRF en cours d'exécution que ces deux postes d'encadrement administratifs bénéficieront des bâtiments en cours de construction par le PNUD et qui serviront pour les services de l'administration et de la police.

Parlant de la justice, l'impunité des malfrats par les autorités compétentes serait aussi un des éléments qui renforcent la mauvaise perception des services de sécurité par la population du fait que quand la population dénonce auprès des autorités certains de ces malfrats arrêtés et transférés soit à Minova ou soit à Bukavu sont très souvent libérés à l'insatisfaction des victimes des exactions, qui d'ailleurs se sentent à nouveau insécurisés par le retour des leurs bourrons dans le village. Au niveau des institutions de sanctions, les malfrats bénéficient de la liberté provisoire que la population considère comme une complicité avec ces derniers qui finissent par se venger quand ils reviennent dans la zone. Pour accéder aux tribunaux il fallait faire plusieurs journées de marche pour aller à Kavumu ou à Kalehe ou sont installés principalement les tribunaux de grande instance ou de paix.

I.2.3. Les défis du processus du Programme National Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (PNDDR)

Les guerres de 1996 et 1998 qu'a connu la RD. Congo ont exacerbé la création des groupes armés dans le pays et ont eu un impact désastreux sur plusieurs territoires particulièrement au Kivu. Dans le but de réduire l'activisme des groupes armés, le gouvernement avait initié en 2003, le premier programme DDR, puis en 2009 le deuxième DDR et actuellement le processus de la mise en œuvre du PNDDR3 est en cours. Tous ces programmes n'ont pas répondu aux objectifs de réellement démobiliser et réinsérer les jeunes venus des groupes armés dans leurs communautés. Dans le territoire de Kalehe, l'un de territoires très affectés par l'activisme des groupes armés qui mettent en danger la sécurité des personnes et de leurs biens depuis des décennies, on a plus assisté à un cercle vicieux. Sans pouvoir analyser les causes des échecs de ces différents programmes DDR, de manière cyclique, les démobilisés de la première phase n'étant pas effectivement réinsérés se sont retrouvés après des années dans des nouveaux groupes armés ou carrément sont devenus des bandits armés dans leurs milieux. Ceux de la deuxième phase de la démobilisation sont actuellement très actifs dans les groupes armés comme Nyatura, Mai-Mai Kirikicho, Kifuafula et RM.

A titre illustratif, les éléments Nyatura qui commettent des exactions sur les civils et des affrontements contre les FARDC sont constitués essentiellement des réfractaires au processus DDR au cours duquel le Gouvernement avait rassemblé en 2013 les éléments Nyatura et d'autres groupes armés à Nyamunyunyi en Territoire de Kabare au Sud Kivu et à Bweremana en Territoire de Masisi au Nord Kivu. Insatisfaits du traitement dans les camps de regroupement, des centaines d'éléments Nyatura ont pu fuir et reprendre les armes pour commettre de nouvelles exactions envers les populations civiles dans les hauts plateaux de Kalehe. Le groupe Nyatura dirigé par Karume qui avait attaqué les FARDC à Lumbishi en octobre 2015, est l'un de ces petits groupes reconstitués après la débâcle de Nyamunyunyi et de Bweremana.

De manière générale, il est important de noter que les défis au processus DDR sont encore énormes et favorisent le cycle infernal des jeunes dans les groupes armés dans le contexte actuel.

Parmi ces défis nous citons :

- L'absence des mécanismes d'encadrement des jeunes désœuvrés et ceux qui se sont démobilisés des groupes armés.

Après une vie de prise d'armes, de lutte, des affrontements armés et de participation à des violences atroces, la réinsertion socioéconomique de ces jeunes demeure indispensable afin de les transformer en acteurs de paix qui soient aussi en mesure de relancer économiquement leurs vies et devenir stables pour minimiser les risques de leur ré-

enrôlement dans les groupes armés. A ce titre, des réflexions stratégiques devront se poursuivre dans une vision holistique au problème des groupes armés à l'Est de la RDC.

- Le Programme National de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion(PNDDR) qui ne rencontre pas les préoccupations des candidats à la démobilisation.

En effet, les anciens combattants des hauts plateaux de Kalehe, comme ceux de l'axe Bunyakiri dans le même territoire, ne sont pas du tout convaincus d'aller poursuivre le processus DDR ailleurs. Ils souhaitent qu'ils soient démobilisés et réinsérés directement dans leur milieu de vie. Ce qui n'est pas l'avis du PNDDR actuel, qui prévoit que les démobilisés devraient intégrer le processus qui les amènent dans les camps de regroupement comme à Kitona ou à Kamina, 1000 à 2000Km de là, afin de poursuivre soit la formation en différents métiers pour ceux qui choisissent la vie civile soit la formation militaire pour ceux qui choisissent d'intégrer l'armée nationale FARDC et qui répondent au profil. En plus, pour les démobilisés, ce processus prend beaucoup de temps (ceux qui sont partis en 2013 n'ont pas à se jours finis le processus) et le traitement ou les conditions de vie difficiles au cours de ce processus les démotivent. Il reste alors difficile de concilier les deux points de vue, le PNDDR considérant que ce sont les candidats à la démobilisation qui doivent s'adapter à la politique nationale alors que ces derniers restent sceptiques au processus.

Le cas illustratif, dans le cadre du projet IRF et qu'après les activités de la cartographie des conflits, l'élaboration du plan local de consolidation de la paix de Tushunguti, le dialogue social et la journée de réflexion sur les groupes armés et la cohabitation pacifique entre les communautés de Tushunguti, 70 jeunes étaient disposés à intégrer le processus de formation de la police (cette revendication avait été faite par les leaders à l'équipe du comité technique de suivi en mission à Tushunguti, chef-lieu du Groupement de Ziralo en octobre 2015). Parmi ces jeunes, 24 jeunes conduits par Monsieur Shimita, l'un des 4 policiers basés à Tushunguti ont pris le courage de venir à Bukavu et ils avaient passé tout le mois de novembre 2015 dans le camp Jules Moke de la PNC à Brasserie. Découragés, ils sont rentrés à Ziralo. A l'heure actuelle, il n'est pas exclu que parmi eux certains aient réintégré les groupes armés et qu'ils soient parmi les combattants actuels dans le groupement de Ziralo. Décidément ce résultat des actions du projet IRF n'a pas été capitalisé. Ce cas montre que les mécanismes flexibles ou adaptés au contexte de chaque milieu pourraient produire de bons résultats en termes d'une politique incitative des jeunes démobilisés à se désolidariser des groupes armés et réintégrer la vie communautaire.

- La persistance des conflits intercommunautaires et fonciers qui ont été à la base de la création de certains groupes armés et la manipulation des acteurs politiques.

Les conflits fonciers, ceux liés au pouvoir et les perceptions identitaires ont été la base de création des groupes armés dans le territoire de Kalehe et ceci aggrava davantage encore et renforça les clivages et divisions inter et intracommunautaires. Ainsi, les conséquences négatives lorsqu'il s'agit de la gestion d'enjeux aussi fondamentaux en milieu rural que le

pouvoir et la terre, sans parler de la forte dimension identitaire dans un contexte de faiblesse structurelle des institutions publiques, le recours aux armes comme moyens d'autodéfense communautaire reste enraciné dans les têtes comme efficace en territoire de Kalehe. En effet, les acteurs ayant pris des armes pour l'autoprotection des terres des membres de leurs communautés demeurent très sensibles à tout discours de manipulation les incitant à ne pas remettre les armes au motif d'exposer, en le faisant, les membres de la communauté à la spoliation par d'autres communautés des terres qu'ils exploitent. Ainsi, dans le cadre du projet IRF, en avril 2015 les acteurs de Chambombo dans le Groupement de Ziralo avaient dégagé comme obstacle à la remise volontaire des armes détenues illégalement par les civils le manque de confiance entre les communautés, notamment entre les hutu, les Tutsi et les Batembo. Les membres des différentes communautés participant à ces assises s'étaient exprimés en ce terme : « *comment nous allons convaincre les nôtres à remettre les armes alors que l'autre communauté en face n'a pas remis les leurs. Et si nous les convainquons de remettre les armes et que par la suite l'autre communauté nous attaque, notre communauté nous considérera comme des traîtres* ». Il s'agit ici, de l'insuffisance de confiance entre les communautés ou entre les acteurs suite à un passé qui ne passe pas au fait. Les gens gardent les mauvais souvenirs des actes commis les uns contre les autres et qui restent en mémoire. Ainsi, des solutions durables aux conflits fonciers, de pouvoir et identitaires contribueraient efficacement à la réduction des groupes armés ou la détention illégale d'armes en territoire de Kalehe.

1.3. Conséquences des faits contextuels sur le processus de stabilisation.

Le contexte tel qu'il se présente dans la zone a conduit à des conséquences de diverses formes. Il s'agit des conséquences qui affectent des secteurs interconnectés dont les actions de consolidation de la paix, les conditions socio-économiques de la population et celles qui ont trait aux mouvements des populations.

1.3.1. Par rapport aux actions de consolidation de la paix sur l'axe.

Les affrontements viennent de causer une énorme perturbation dans la planification et mise en œuvre des activités de consolidation de la paix et de stabilisation dans la zone. La planification d'APC illustre bien cette situation au point qu'elle a empêché à APC d'organiser une suite d'activités dans la même période ces activités touchant directement les intérêts de certains acteurs dans la zone,

On note aussi un affaiblissement de tous les efforts de pacification déjà acquis à travers le projet IRF et d'autres et une accentuation de la vulnérabilité des bénéficiaires des actions de relance et réinsertion socioéconomique prévues par le projet.

Certains acteurs ont empêché la poursuite d'autres projets dans les hauts plateaux par PBF et d'autres bailleurs.

Quant aux acteurs de Tushunguti, il semble qu'ils ne s'exécuteront pas quant à la mise en place d'une commission devant s'occuper de la récupération des armes comme convenu

aux travaux de la journée de réflexion à Tushunguti ensemble avec les acteurs de Lumbishi. Il se dégage ainsi qu'au niveau de la cohabitation entre les membres des communautés connaissent des fissures à tel enseigne que les communautés développent des attitudes de méfiance et des actes de violences bien que de façon isolée.

I.3.2. Par rapport aux conditions socio-économiques de la population

Nonobstant, le fonctionnement de certaines institutions comme les écoles, les centres de santé et bien d'autres, l'économie dans la zone est en chute libre. Certaines structures d'importance capitale ne sont opérationnelles alors qu'elles régénéraient des recettes dans la zone (cas du marché de Katale) et les négociants s'interdisent de fréquenter certaines zones d'exploitation minière de peur d'être victimes d'embuscades et autres exactions.

Les initiatives de relèvement économique au sein des communautés qui étaient déjà entreprises par les intervenants¹¹ dans la zone sont paralysées.

Dans le secteur éducatif, plusieurs écoles ont été fermées, suite à la carence d'enseignants et d'élèves du fait que ces enseignants et élèves avaient adhéré ou été enrôlés de force par les groupes armés lors des affrontements. Entre temps les récents affrontements ont obligés environ 1010 élèves des écoles primaires EP Katale, EP Tushunguti, EP Iyango et EP Luvungi 3 ainsi que 250 élèves de l'institut Ziralo à abandonner les cours pendant deux semaines. Depuis le déploiement dans le milieu, ces élèves viennent de reprendre les cours mais des conditions difficiles après avoir été victimes même des objets scolaires.

Il s'observe donc dans le quotidien des membres des communautés un indice élevé d'une crise sociale et économique qui se justifie par le faible pouvoir d'achat même des denrées alimentaires et autres biens de première nécessité. Ceci est lié au fait, que l'insécurité grandissante ne permet pas à la population de s'occuper des activités agropastorales et aux opérateurs économiques d'approvisionner le milieu en produits de première nécessité craignant pour leur vie et les cas de pillages et autres formes de banditisme dans la zone.

Il est aussi important de signaler les cas de vol et pillage du bétail que les prédateurs font transiter à Katale vers les marchés de Lumbishi et celui de Ramba dans le groupement de Mubugu. En effet, cette pratique inquiétante semble être mal venue pour certaines communautés qui dans leur compréhension se disent que les groupes armés sont à connotation tribale et que le cas de vol observés seraient plus sélectifs. Cela était perçu comme une vengeance organisée pour appauvrir les fermiers membres des différentes communautés. Cette attitude fragilise davantage la cohésion sociale et la cohabitation pacifique ainsi qu'elle renforce la non acceptation mutuelle entre les membres des différentes communautés. Derrière ces actes de vol, il y a des leaders au niveau local et délocalisés qui soutiennent les présumés malfaiteurs jusqu'à leur libération une fois arrêtés par les juridictions compétentes.

¹¹ Il s'agit des humanitaires et autres agents de développement qui s'intéressent aux actions de consolidation, stabilisation, d'urgence et de développement durable.

1.3.3. Par rapport aux mouvements des populations.

Après les affrontements de Lumbishi, la majorité de la population s'était déplacée vers Numbi, Shanje et les autres villages environnants. Même si, cette population était retournée dans leurs villages deux semaines après, les conséquences liées à ce déplacement sont restées dans la communauté en termes de pertes des biens pendant le déplacement et le déséquilibre psychologique.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les affrontements entre les groupes armés à Tushunguti le 20 février et à Bunyangungu le 22 février ont provoqué le déplacement d'une population estimée à plus de 500 ménages dans les villages de Lumbishi, Kashebere, Matutira, Numbi et Chambombo en territoire de Kalehe et dans les villages de Ufamando, Mianda dans le territoire de Masisi. Ainsi, au-delà des pertes des biens pendant les déplacements, le bilan s'élèverait à deux morts et plusieurs autres dégâts matériels continuent à être enregistrés. A titre d'exemple, tout le village de Bunyangungu, qui servait d'Etat-major au chef Mai-Mai Kirikicho et une grande partie du village Ndumba ont été incendiés. Plus de 200 maisons sont incendiées laissant plus 700 personnes sans-abris.

Un autre mouvement signalé est la fuite des toutes les autorités administratives et coutumières de Ziralo vers Minova. Ce qui laisse un vide d'autorité ne permettant pas une réorganisation de la population qui a pu se cacher dans la forêt et celle qui commence le mouvement de retour depuis le déploiement d'une dizaine d'éléments des FARDC à Tushunguti depuis le 3 mars.

1.3.4. Par rapport à la cohésion sociale

Ces conflits armés fragilisent la cohésion sociale dans les familles, au sein des communautés entre les communautés. Les affrontements entre Kirikicho et ses frères du groupe Rai Mutomboki ont causé des morts et des dégâts matériels importants, les familles victimes se considèrent comme ennemies actuellement. Les relations entre les membres des familles victimes et celles qui ont des fils dans les deux groupes sont affectées négativement. La notion de la famille étant capitale au sens large en Afrique et particulièrement dans les cultures du territoire de Kalehe, cette situation touche directement toute la communauté. Dans ces affrontements, certains hutu ont été alliés à Kirikicho et d'autres aux Rai Mutomboki, ce qui fait que les conséquences sur le niveau relationnelle touche directement les deux communautés. Ici, il est important de signaler que les conflits sont souvent individuels mais les manipulateurs leur confèrent le caractère communautaire. Ce qui aggrave la situation. Au-delà de cette situation des affrontements, les cas de banditismes et même les affrontements entre les FARDC et les groupes armés ont toujours été source des conflits et donc de faible cohésion sociale entre les acteurs.

Chapitre II. DYNAMIQUES POSITIVES EN COURS

Plusieurs acteurs sont impliqués dans les dynamiques qui concourent à la consolidation de la paix et la stabilisation des hauts plateaux de Kalehe. Quant à ce chapitre, il va s'appesantir sur l'analyse des actions en lien avec le contexte socio-sécuritaire par différents acteurs dont Action pour la Paix et la Concorde (APC) appuyé par UNHABITAT, les membres des communautés et les autorités locales dans le cadre du projet IRF Kalehe en son volet « promotion de dialogue démocratique ».

II.1. Implication d'APC dans les dynamiques positives

Dans le cadre du projet de stabilisation de la partie Nord de Kalehe, plusieurs initiatives ont été prises et d'autres courent encore sous la conduite d'APC en collaboration avec les membres des communautés vivant sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo. Ces initiatives visent à susciter la participation des acteurs aux actions de cartographies et d'analyse des conflits majeurs. Ces conflits sont mis en analyse pour que les acteurs puissent harmoniser leur compréhension quant à ce, et que par la suite ils s'engagent sur la voie de la recherche des pistes de solutions concertées. Ces actions étaient organisées sous diverses formes entre autres (1) ateliers d'élaboration des cartographies et d'analyse des conflits à Minova, Numbi et Tushunguti ; (2) ateliers de renforcement des capacités en techniques de médiation, de sensibilisation, de plaidoyer, de communication sociale et culture de dialogue pour le transfert des compétence afin de permettre aux acteurs locaux d'agir sur leurs conflits; (3) organisation de dialogues démocratiques pour comprendre les conflits majeurs, en définir les pistes de solutions et obtenir l'engagement des acteurs dans la mise en œuvre des actions , (4) organisation de journées de réflexion sur la cohabitation pacifique entre les communautés et la problématique des groupes armés dans les hauts plateaux de Kalehe, (5) accompagnement de proximité de cinq CDM dans les actions de prévention et transformation pacifique des conflits.

Dans l'objectif de contribuer à la réduction des conflits violents pour la promotion de la paix dans la zone du projet, les membres des communautés et les autorités locales, avec l'accompagnement d'APC, ont mis en place trois plans locaux de consolidation de la paix dans les axes Minova, Numbi-Chambombo et Tushunguti-Lumbishi. Il est mentionné dans ces plans les principaux types des conflits/problèmes qui affectent la paix parmi lesquels : (1)conflits fonciers ;(2) faible cohabitation pacifique entre les membres de communautés, (3)conflits de succession, (4) faible revenu de ménages ; (5) détention illégale d'armes par certains membres des communautés,(6) accès et exercice du pouvoir coutumier, (7) faible et absence de l'autorité de l'Etat,(8) problématique des "cinq collines" entre les groupements de Ziralo et celui de Buzi,(9)exploitation artisanale des ressources minières. Ces types de conflits ont été analysés et des actions d'amélioration ont été définies de manière participative. Enfin, les acteurs se sont engagés à mettre en œuvre les actions prioritaires de leurs plans d'action de consolidation de la paix dans leurs axes respectifs. Voulant

approfondir les analyses sur la problématique des groupes armés, APC avait organisé en date du 8 octobre 2015 à Tushunguti une journée de réflexion sur la détention illégale d'armes et la dynamique des groupes armés à l'intention des leaders en provenance de Lumbishi et de Tushunguti. A cette activité les membres du comité technique de suivi y avaient pris part (CTS)¹² au cours de cette journée de réflexion réunissant 65 acteurs dont les femmes, les hommes et autorités locales et provinciales. A cette occasion, ces acteurs ont approfondi l'analyse de deux problèmes majeurs qui étaient retenus parmi ceux constituant le plan local de consolidation de la paix à Tushunguti. Il s'agit de la problématique de la détention illégale d'armes par certains membres des communautés et le tribalisme entre les communautés à Tushunguti et à Lumbishi.

Après analyse de la problématique de la détention illégale d'armes par les civils, les acteurs ont identifié les actions à mettre en œuvre pour réduire les violences liées à ce phénomène, à savoir :

- Organiser les séances de sensibilisation des jeunes, des politiciens et des leaders des communautés sur la remise volontaire d'armes,
- Mener les plaidoyers pour le déploiement des éléments FARDC et PNC dans le Groupement de Ziralo et leur renforcement des capacités pour améliorer leurs relations avec la population,
- Organiser les séances inter communautaire pour renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés de Tushunguti et de Lumbishi.

Pour rendre opérationnelles ces actions, des stratégies ont été définies, il s'agit de :

- Création d'une commission locale mixte (regroupant les autorités coutumières, les services de sécurités et le noyau de la société civile) pour la récupération des armes.
- Organisation des visites à domicile dans les familles capables d'influencer les détenteurs d'armes pour leur remise.
- Organisation des contacts de plaidoyer auprès de l'autorité provinciale pour son implication directe dans le processus de remise des armes
- Formation des éléments FARDC et PNC sur le droit international humanitaire et le code militaire
- Renforcement de la prise en charge régulière des militaires,

La même activité a été organisée à Numbi le 17/11/2015 à l'intention de 48 acteurs dont 11 femmes leaders, 9 autorités locales et 28 leaders de communautés mêlés aux autres catégories d'acteurs. La journée de Numbi avait regroupé les participants de tous les sites de hauts plateaux dans le but de les faire participer à l'analyse du contexte qui était troublé par les affrontements entre les hommes de Karume et les FARDC à Lumbishi. Mis à part les spécificités ressorties de l'analyse du contexte de Lumbishi, les acteurs à cette journée de

¹² Le comité technique de suivi est composé de STAREC, Gouvernement provincial (ministères provinciaux de l'intérieur, de mine, du plan et de l'agriculture et affaire foncière), SSU (unité d'appui à la stabilisation)- Monusco Sud kivu, PNUD, OIM et UNHABITAT.

réflexion de Numbi ont identifié les actions et stratégies similaires à celles de Tushunguti décrites ci- haut.

Cette similarité s'explique par le fait que la détention illégale d'armes est justifiée par les mêmes causes dans les deux sites (conflits fonciers, de pouvoir et manipulation identitaire) et les mêmes communautés en conflits et détenant les armes sont à la fois à Tushunguti et à Numbi.

Cette série d'actions mises en œuvre par APC s'inscrit dans la logique d'impliquer les acteurs locaux dans l'analyse de leurs propres problèmes /conflits et ainsi les amener à prendre conscience et développer eux-mêmes les actions susceptibles d'agir positivement sur leurs problèmes.

II.2. Mise en œuvre des initiatives positives par les acteurs locaux (étatiques et non étatiques).

Les membres de communautés et les autorités coutumières, politiques et administratives ensemble avec les services spécialisés de sécurité pour lesquels les activités de transfert de connaissance ci haut citées ont été organisées pour les responsabiliser les actions de prises en charge des conflits ont capitalisé leurs acquis par des actes pratiques.

A titre illustratif, on peut retenir les cas ci-après :

- En rapport avec les affrontements régulièrement signalés depuis Octobre 2015 dans les hauts plateaux, les acteurs s'étaient réunis à Lumbishi, le 4 novembre 2015, en conseil de sécurité locale pour réfléchir sur les mécanismes de restaurer la confiance entre les différentes catégories d'acteurs et surtout entre les FARDC et les jeunes ayant soutenu Karume lors des affrontements du 28 octobre 2015. Ensuite, une commission a été mise en place constituée des leaders locaux et membres du CDM Numbi sous la conduite du chef de sous village de Lumbishi. Cette commission avait comme mission de se rendre à Runegenegé le 5 novembre où les éléments de Karume, craignant les éventuelles actions de poursuite par les FARDC, s'étaient installés après leur défaite. A Runegenegé, la commission avait échangé avec la population et les délégués de Mr Karume qui ont posé des préalables pour cesser les hostilités à l'encontre des civils notamment : (1) la libération sans conditions de monsieur Munyarukundo Ntayungurwa arrêté par les FARDC le 28 octobre 2015, (2) la sécurisation de leurs familles restées à Lumbishi, (3) la réhabilitation de la maison de Karume détruite par les coups des balles lors des affrontements et (4) la mutation du colonel Jacques, commandant basé à Lumbishi. Dans le but de réduire les éléments dans le groupe Nyatura, les leaders de la communauté Hutu et les membres du CDM Chambombo ont menés des sensibilisations qui ont aboutie à la démobilisation des 9 jeunes qui ont intégré le processus DDR. Dans ce même ordre d'idées, les membres de tous les CDM sont impliqués dans les actions visant à inciter sans cesse les membres de leurs communautés respectives à

sensibiliser les leurs à se désolidariser des groupes armés et intégrer le processus DDR. C'est dans ce cadre que trois armes ont été remises aux FARDC Lumbishi grâce à la sensibilisation menée par les membres de communautés de Lumbishi en collaboration avec les membres du CDM.

Dans le même sens, la commission¹³ qui était mise en place après la rencontre de Katale pour aller solliciter l'appui des leaders ressortissant des hauts plateaux qui habitent Goma était allée à Goma le 13/11/2015 pour rencontrer leurs leaders de Goma afin qu'ils s'engagent aussi dans les actions visant à améliorer le contexte socio sécuritaire qui prévalait dans la zone. Pendant les échanges, les leaders de Goma¹⁴ avaient promis de venir à Lumbishi après qu'ils aient eu l'autorisation de l'administrateur du Territoire de Kalehe au cours d'une descente prévue le 17/11/2015. Au même moment, Ils ont décidé de remplacer le président de la communauté Hutu au niveau local car il était suspecté d'être complice avec le groupe Nyatura dirigé par Karume.

En ce qui concerne les affrontements entre les groupes armés de Ziralo, déjà en juillet 2015 Kirikicho et ses alliés sont arrivés à Tushunguti dans l'objectif de s'y installer. Face à cette arrivée inopportune, le chef de groupement a réuni sa notabilité et pris une décision sommant Kirikicho de quitter les lieux pour éviter d'éventuels affrontements entre ce dernier et les FARDC d'une part, et d'autre part les affrontements entre ce groupe et les Raiya Mutomboki.

Après les affrontements de Lumbishi en octobre 2015, les MaiMai venus de Ufamandu sont arrivés à Tushunguti pour y installer leur base arrière pour d'éventuels affrontements entre eux et les groupes Nyantura. Encore une fois le chef de groupement et sa notabilité les avaient obligé de rentrer ou de quitter les lieux pour éviter des affrontement interethniques entre Bahutu et Batembo.

Suite au repli du groupe Nyantura à Katale, le chef de groupement de ziralo avait pris la décision d'interdire sa population d'alimenter et fréquenter le marché de Katale et de Kafufula pour éviter de soutenir le groupe Nyantura qui contrôlait déjà ces villages.

Le déploiement des FARDC à Ziralo depuis le 3 mars courant pour libérer la population de l'emprise des groupes armés.

¹³ Liste de membres de cette commission figuraient Mr Jambo Timothée, modérateur CDM Lumbishi, Magini Twagira : chef du sous village Lumbishi, Mutazihana Gasuhuke, président sous-comité de la communauté Hutu à Lumbishi, Monde : président de la société civile hauts plateaux, Victoire Kirahiye et Ndahabariye Buzene, membres de la communauté Hutu de Lumbishi.

¹⁴ Liste leaders de Lumbishi vivant à Goma et devant effectuer une descente pour sensibiliser les autres leaders à coopérer avec les FARDC et la promotion de la paix à Lumbishi via Kalehe, il s'agit de Bizagwira, Bazimazike, Ndagije Simparinka, Nkundamatungo, Urimubeshi président communauté Hutu au Nord kivu, Bahati Mukesha. Ces derniers devraient être au chef-lieu du territoire de Kalehe.

C'est déjà une bonne action de déployer les FARDC à Tushunguti. Toutefois, les résultats de la journée de réflexion énoncés ci-haut démontrent qu'il y a des perceptions négatives de la population en vers les FARDC. Dans cette situation de manque de confiance, il serait souhaitable que les acteurs réfléchissent sur les mécanismes capables de créer la symbiose entre FARDC et population locale en vue d'éviter les tensions et les actes de violences entre les deux parties. Avec l'arrivée des FARDC, il est signalé les retraits des groupes armés dans les villages les plus éloignés de Tushunguti. Kirikicho serait replié dans le village de Lulambo en groupement Waloa-Loanda dans le territoire de Walikale et les RM seraient éparpillés dans les villages Nyalugusha et Kusisa. Toutefois, ils sont éparpillés avec leurs armes et à ce titre la menace de la sécurité demeure.

Actuellement, les informations de terrain relève que les militaires FARDC se comportent jusqu'à présent bien de manière qu'ils sont soutenus par la population qui ne souhaite plus voir les FARDC quittés Ziralo. Ce comportement est très encourageant mais étant au cours du premier mois du déploiement un effort devrait commencer pour mener des actions de renforcement de ce climat de confiance qui s'installe entre les FARDC et la population à Tushunguti.

- En rapport avec les cas de banditismes, plusieurs séances du conseil de sécurité élargi aux acteurs de la société civile ont été organisées à Numbi et Lumbishi pour rapprocher la population, autorités locales et les services de sécurité afin de développer des stratégies de sensibilisation des leaders des communautés et la traque des bandits armés.

Pour réduire les cas de vols, un comité des éleveurs et agriculteurs a été mis en place à l'issue d'une rencontre qui réunit en septembre 2015 les membres des communautés vivant dans les hauts plateaux et les éleveurs.

Néanmoins, même si l'implication directe des acteurs locaux dans ces initiatives de paix indique un changement positif d'engagement des acteurs dans la recherche de solution à leurs problèmes et ce sans soutenir aveuglement les membres de leurs communautés, même quand ces derniers en faute, il y a lieu de noter certaines difficultés rencontrées dans ce parcours de changement social. Ainsi, la mise en œuvre de ces initiatives positives a connue des difficultés, parmi lesquelles les attentes et positions des acteurs sur le dossier « cinq collines », la manipulation des jeunes et autres leaders, le contexte mouvant et la faiblesse de l'autorité de l'Etat ont retenus plus notre attention.

- Attentes et positions des acteurs sur le dossier "cinq collines".

Les acteurs des groupements de Buzi et de Ziralo ont des attentes les amenant à penser que le projet IRF et particulièrement APC qui a en charge le pilier dialogue démocratique pourraient résoudre le conflit qui les oppose autour de la tutelle administrative et coutumière de cet espace par rapport à l'un ou l'autre groupement. C'est dans cette considération que d'une part lors de la mission du comité technique de suivi à Tushunguti, le

représentant du chef de groupement de Buzi avait voulu inciter les participants au dialogue social de Minova de cesser leur participation à ces assises sous prétexte que APC est en complicité avec la délégation du CTS pour trancher la question des "cinq collines" en faveur de Ziralo. D'autre part, le Chef de groupement de Ziralo avait aussi écrit une lettre interdisant les actions de APC dans son groupement aussi longtemps que celle-ci ne l'aura pas remis dans ses droits (lui remettre ses cinq collines).

- Manipulation des jeunes et autres leaders locaux par les acteurs politiques vivants dans les villes comme Kinshasa, Goma, Bukavu etc.

Tout en étant dans un processus d'engager tous les acteurs dans la transformation positive des conflits, dont les conflits armés, les acteurs politiques de leur côté ne retrouvant pas leurs intérêts égoïstes dans le processus, développent des stratégies de manipulation des jeunes et des autres leaders pour les maintenir dans les groupes armés. Pour y parvenir, ils développent des discours de divisions ethniques, ils prédisent des "guerres d'occupation toujours imminentes" et fustigent que les projets sont les soutiens pour certaines communautés qui seraient en train de préparer des guerres, Ainsi, on se retrouve dans une situation où les actions du projet montées pour construire une nouvelle dynamique de paix sont entravées par les manipulateurs qui déconstruisent le discours de pacification et de développement. Ce qui crée la cacophonie dans le chef des acteurs.

- Contexte très mouvant dans la zone.

Dans les hauts plateaux de Kalehe le contexte n'est jamais stable. Il est caractérisé par des événements comme les affrontements entre les groupes armés ou des affrontements entre les groupes armés et les FARDC avec comme conséquence les arrêts intempestives des activités sur certains axes (tel est le cas de Lumbishi et Tushunguti). Entre temps, les manipulateurs eux profitent de chaque situation pour trouver des éléments nouveaux qui radicalisent la position de leur cible (par exemple : les affrontements entre le Nyatura et les FARDC avait été capitalisés par les manipulateurs pour dire aux autres groupes armés de résister car il s'agissait là d'une nouvelle réorganisation des Hutu).

- Faiblesse de services de sécurités.

Il s'agit particulièrement ici des effectifs très réduits au regard de l'étendue du territoire et le nombre croissant des groupes armés ainsi que la problématique de la détention illégale d'armes par les civils. Ceci fait que l'insécurité reste permanente surtout dans les zones non couvertes par les services de sécurités. La mise en œuvre des actions de paix et de développement rencontre beaucoup de problèmes liés à cette insécurité.

Chapitre III. ANALYSE DES RISQUES ET PERSPECTIVES

III.1. Des risques identifiables dans la zone

Le risque étant une éventuelle situation qui entraîne l'enchaînement des événements non souhaités pouvant avoir un impact, en général destructeur, sur un ou plusieurs acteurs, l'analyse des faits en lien avec leurs causes nous font penser à une série de risques qui pourraient survenir si rien n'était fait. Les risques ci-dessous ont plus retenu notre attention :

- **Ré-enrôlement de certains jeunes dans les groupes armés**

Il est constaté que dans le territoire de Kalehe, les violences mobilisent les jeunes plus vite que les actions de développement. Ainsi, les affrontements entre les groupes armés d'une part et entre ces derniers et les FRADC ont un potentiel énorme de ré-enrôlement des jeunes dans les groupes armés. Les informations recueillies auprès des acteurs de terrain après les affrontements entre Kirikicho et les Raia Mutomboki en février dernier démontrent que la coalition de Kirikicho a mobilisé plus de 200 combattants alors que trois mois auparavant ses hommes étaient évalués à moins de cinquante. Dans l'autre groupe de Raia Mutomboki, les éléments estimés à moins d'une vingtaine sont estimés à plus d'une centaine pendant les affrontements.

- **Des violences et tensions permanentes entre les communautés**

L'escalade des violences communautaires est possible avec les actions des groupes armés car parfois elles sont en train de prendre une connotation tribale et politique étant entendu l'implication des leaders des communautés vivant dans le territoire ou dans d'autres villes comme Goma où des noyaux de Batembo et de Bahutu seraient parmi les manipulateurs des groupes armés actuellement actifs dans les hauts plateaux dont le Nyatura et le Mai-Mai Kirikicho. Bien qu'actuellement on observe des alliances contre nature entre les groupes armés des différentes communautés comme dit ci-haut, les autres acteurs manipulateurs ne cessent de tirer sur cette ficelle à l'intérieur de chaque communauté. Même si cette coalition est toujours destructrice, des leaders extrémistes Batembo condamneraient Kirikicho d'avoir comme alliés dans les affrontements contre ses propres frères Raia Mutomboki le groupe Nyatura dirigé par Karume qui est Hutu. Et vice et versa. Ainsi, les attitudes de manque de confiance entre les membres de communautés vont se multiplier et seront à la base des nouvelles violences communautaires dans la zone.

- **Déplacement de la population.**

Un déplacement des populations accompagné des pertes en vies humaines et pillages de biens risque d'intervenir si jamais des actions de prévention ne sont pas

envisagées. En effet, à chaque affrontement entre les hommes en armes les populations civiles sont obligées de se déplacer et ce avec des conséquences tel que la perte des biens matériels, les pillages des biens abandonnés, la difficulté d'accès à des services sociaux de base dans la zone de déplacement. Bref, une situation humanitaire très fragile liée à la barbarie humaine. Tel a été les cas après les affrontements de Nyatura contre les FARDC à Lumbishi en octobre 2015 et ceux de la coalition de Kirikicho conte les Raia Mutomboki à Tushunguti et à Bunyangungu en février 2016.

- **Des affrontements réguliers entre les FARDC et les GA.**

L'activisme des groupes armés est toujours tributaire des affrontements entre eux et les FARDC. Très souvent la logique de la sécurité parallèle n'est pas tolérée par les FARDC qui sont censés assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Des provocations intempestives finissent par des affrontements entre les FARDC et les Groupes armés. Pour réduire les affrontements dans une zone comme les hauts plateaux de Kalehe, cela ne pourrait être possible que si le déploiement des FARDC est efficace en termes d'hommes et d'équipements permettant de mettre hors d'état de nuire ces groupes armés. Même dans cette hypothèse, ce qui n'est pas le cas de Kalehe, les FARDC se buttent à la difficulté de mener des opérations vu que les éléments des groupes armés dans le cas d'espèce sont assimilables à tout citoyen de la zone, les membres des groupes armés étant directement membres des communautés en présence. La majeure difficulté pour les FARDC est de savoir dissocier qui est élément du groupe armé et qui ne l'est pas parmi les civils. De cette difficulté provient les cas des arrestations jugées arbitraires par les acteurs civils et fondées sur la présomption de complicité avec les groupes armés par les services de sécurités.

- **Insécurité permanente dans la zone.**

Comme déjà dit dans la partie sur l'autorité de l'Etat, les effectifs des services de sécurité, dont les FARDC et la PNC, sont très réduits avec un équipement et une prise en charge très limités et ce dans une zone où sévissent les groupes armés et la détention illégale d'armes par les civils est décriée. A cet effet, les services de sécurité ne sont pas à mesure de contrôler efficacement la zone laissant ainsi d'énormes étendues sous contrôle des groupes armés. A partir de ces espaces qui connaissent des vides sécuritaires, les groupes armés tenteront d'attaquer les FARDC et de temps en temps ces derniers affronteront les groupes armés dans l'objectif de les déloger. Dans ce contexte, les affrontements réguliers seront inévitables. Par ailleurs, la population civile tout en exprimant le souci d'être protégé par les FARDC, craint aussi des exactions comme les arrestations arbitraires, le travail forcé, surtout des hommes, les cas des violences sexuelles et les extorsions des biens que certains éléments FARDC et PNC commettent sur les civils très souvent. Entre temps, les

services de sécurité justifient souvent ces actes par le fait que les civils qui font objet d'arrestations sont des complices ou font directement partie des groupes armés. Ce manque de collaboration et de confiance entre population et services de sécurité serait aussi, autant que les affrontements réguliers, la source d'une insécurité permanente dans le milieu. Ainsi, la population subit des conséquences graves et les actions de consolidation de la paix et de développement seront presque impossibles dans la zone.

- Arrêt de la mise en œuvre des activités du projet IRF dans certains sites.

Si des actions conséquentes ne sont pas prises, le risque de suspension ou arrêt de la mise en œuvre des activités du projet dans certains axes comme Lumbishi et Tushunguti est imminente. Ainsi, les dynamiques en cours dans les communautés risquent d'être interrompues brusquement avec comme conséquence de réduire à néant les résultats déjà atteints dans tous les volets du projet IRF en l'occurrence le dialogue démocratique, la relance socioéconomique et la restauration de l'autorité de l'Etat ainsi que d'autres initiatives en cours dans la zone.

III.3. Les perspectives d'avenir pour une paix durable.

Au regard de l'analyse des faits, des causes, des conséquences et des risques tel qu'abordée dans ce rapport, il y a lieu de considérer que la situation est grave et nécessite des actions de grande envergure pour améliorer la situation conflictuelle qui a élu domicile dans cette partie du territoire de Kalehe depuis des décennies.

Ainsi, comme les conflits cycliques ont affectés tous les secteurs de la vie, nous proposons comme perspective de consolidation de la paix, le développement d'un programme multisectoriel quinquennal à travers une approche participative communautaire, qui impliquera toutes les parties prenantes inclus les acteurs influents vivants en dehors de Kalehe.

Ce programme, qui devrait avoir comme but la stabilisation de la zone, devrait se construire de manière cohérente à travers les volets ci-après :

1. Renforcement de l'autorité de l'Etat plus particulièrement par les services de sécurité plus efficaces, l'administration agissante et l'accès à la justice pour tous ;
2. Le désenclavement de la zone par la réhabilitation adéquate des routes de desserte agricole ;
3. L'encadrement socioéconomique des jeunes basé sur les formations professionnelles tenant compte des débouchés et capable de transformer les jeunes actuellement partisans des groupes armés en une main d'œuvre pour le développement socioéconomique de cette partie du territoire de Kalehe ;

4. L'appui à la relance agropastorale permettant de développer une complémentarité entre éleveurs et agriculteurs au lieu de polariser en protagonistes ces deux secteurs vitaux du territoire de Kalehe ;
5. Promotion de l'accès des populations aux services sociaux de base de qualité dont la scolarité, la santé, l'eau etc.
6. Transformation des conflits et éducation formelle à la paix (dans les écoles) et non formelle (dans les communautés) pour les jeunes et autres adultes qui depuis des décennies connaissent les conflits, les violences comme mode de vie et de revendication
7. Tous ces volets devraient être mise en œuvre à travers la stratégie dialogue démocratique avec un focus sur l'implication des jeunes et des femmes dans tout le processus.

Dans cette réflexion, nous sommes convaincus que la transformation durable de ces conflits nécessite une intervention globale et holistique prenant en compte cette complexité et traitant toutes les dimensions de ces conflits, qui prendra place sur le long terme et inclura les acteurs sociaux et autorités stratégiques concernés, pour espérer avoir la chance d'apporter des résultats tangibles et durables en matière de paix dans cette partie du territoire de Kalehe.

Entre temps, en attendant les actions de plaidoyer pour le développement d'un tel programme il est nécessaire d'agir sur le contexte actuel. Dans ce cadre, un dialogue social mettant au tour d'une table les leaders vivants dans cette partie du territoire, ceux vivants à Goma et Bukavu qui ont de l'influence sur le contexte, les autorités militaires, politiques, administratives du niveau provincial serait envisageable pour analyser la situation sécuritaire, définir les actions et les engagements des acteurs pourrait contribuer à réduire les tensions et s'accorder sur les stratégies susceptibles de contribuer à l'amélioration de la sécurité dans la zone.

CONCLUSION

Au cours de cette analyse du contexte de l'axe Minova-Numbi-Tushunguti dans le territoire de Kalehe, nous avons abordé les faits les plus marquants, leurs causes et les conséquences au premier chapitre. Au deuxième chapitre, nous avons passé en revue les dynamiques positives en cours qui tentent d'agir positivement sur le contexte et ensuite au troisième chapitre, nous avons analysé les risques éventuels et projeté nos réflexions sur les perspectives d'avenir.

Ainsi, le premier chapitre de l'analyse a tenté de comprendre les faits les plus récurrents au cours de la période dont les cas de banditismes par les hommes en armés non autrement

identifiés, les affrontements entre les groupes armés et les FARDC, le cas de Lumbishi en octobre 2015, les affrontements entre les groupes armés eux-mêmes tel que cela a été le cas à Tushunguti et Bunyangungu en février 2016. Dans ces dynamiques complexes les relations entre les différents acteurs ont été soit de coalition qui ne transforme pas les relations conflictuelles, soit des affrontements qui divisent davantage les tissus intra et intercommunautaires. Dans ce chapitre l'analyse essaye de mettre en évidence les causes ou les éléments qui servent de moteurs des faits qui mettent les acteurs en compétition, voire en conflit, jusqu'aux affrontements. Ainsi nous avons abordé les cas de banditisme par les hommes en armes qui se justifient par l'activisme des groupes armés depuis des décennies, la circulation des armes de guerres et le sentiment d'autoprotection des communautés en conflit foncier ou d'accès au pouvoir. En plus, la faible autorité de l'Etat est ici abordée comme l'une des causes du contexte d'insécurité dans la zone. Les effectifs des services de sécurité très réduits ainsi que la prise en charge ne leurs permettent pas d'assurer la sécurité dans une vaste zone où la circulation d'armes de guerres est intense. L'administration quant à elle fonctionne difficilement, ce qui fait que la population n'accède pas aux services attendus de l'Etat comme la justice ou les infrastructures. Enfin, dans ce chapitre, les défis liés au Programme National de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (PNDDR) sont analysés comme cause du banditisme et l'activisme des groupes armés. Ainsi, la stratégie nationale qui ne tient pas compte des réalités locales, l'insuffisance de l'encadrement des jeunes démobilisés et des désœuvrés ainsi que les conflits cycliques ayant été à la base de création des groupes armés qui ne sont pas du tout résolus sont des obstacles au processus de désengagements des jeunes des groupes armés. Il ressort des constats réels que les conséquences sont légion et ont un impact négatif sur le processus de stabilisation en cours, sur les conditions socioéconomiques de la population ainsi que sur les mouvements des populations.

Quant au deuxième chapitre, nous essayons de documenter les dynamiques positives en cours. Dans le cadre du projet de stabilisation intégré dans la partie Nord de Kalehe, APC ayant en charge le pilier du dialogue démocratique a accompagné les communautés et les autorités locales dans une série d'activités visant l'analyse participative de la situation par les acteurs eux-mêmes, définir les actions et les engagements des acteurs locaux dans la mise en œuvre des actions qui visent la transformation positive du contexte. Au-delà de la réalisation de ces actions par APC, ce chapitre passe aussi en revue les différentes initiatives prises par les acteurs locaux eux-mêmes pour tenter d'apporter des solutions aux problèmes avant de parcourir les difficultés rencontrées.

Le troisième chapitre, s'essaye à une analyse des risques dans un contexte des différents conflits qui s'enracinent dans le long terme de l'histoire de Kalehe et attire l'attention sur leur complexité. Cette complexité s'explique par l'interconnexion des faits analysés les uns aux autres et opposent à la fois des aspects locaux entre eux et les services étatiques, des acteurs civils et militaires. Ainsi, les risques deviennent difficiles à appréhender. Dans cette

difficulté, nous sommes arrivé à analyser quatre risques dont le ré-enrôlement des jeunes dans les groupes armés, les violences et tensions permanentes entre les communautés, l'insécurité permanente et l'arrêt des activités dans certains sites comme Lumbishi et Tushunguti, étant les plus directement touchés par les violences actuelles. Tenant compte de la complexité des faits sous analyse, une réflexion est projetée en termes de perspective d'avenir visant à contribuer à une paix durable dans cette partie du territoire de Kalehe. Ainsi, un programme multisectoriel mis en œuvre à travers une approche communautaire participative et centrée sur le dialogue démocratique est pensé comme pouvant être envisageable dans le contexte de cette zone en étude.

Enfin, en termes de transformation durable de ces conflits, une telle complexité permet de mettre en doute les résultats escomptés d'initiatives ponctuelles axées sur les conséquences plutôt que sur les causes profondes des conflits et/ou problèmes. Donc une intervention globale et holistique prenant en compte cette complexité et traitant toutes les dimensions de ces conflits, qui prendra place sur le long terme et inclura les acteurs sociaux et autorités stratégiques concernés, pourra espérer avoir la chance d'apporter des résultats tangibles et durables en matière de paix dans cette partie du territoire de Kalehe. Toutefois, il faudrait, mener des actions de plaidoyer auprès des autorités provinciales et mobiliser davantage les leaders des communautés vivant dans Kalehe et dans d'autres villes pour donner plus de chances aux actions du projet IRF de poursuivre son cours normal pour capitaliser les acquis de ce projet comme base d'une nouvelle planification qui tient compte des perspectives d'avenir proposées.

APC RDC

Mars 2016